



Revue de presse



Jeudi 15 Décembre 2022



[Elle lorgne les grands marchés mondiaux : L'Algérie aux portes des Brics](#)

Dans un monde globalisé, investir les marchés et travailler dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant, devient décisif. «Notre pays saisit, désormais, toutes les occasions qui lui permettent d'intégrer les espaces et de s'approprier la technologie et développer son industrie et son commerce extérieur », c'est ce que rappelle Leïla Zerrouki, envoyée spéciale, chargée des grands partenariats internationaux, sur les ondes de la Radio nationale, Alger chaîne 3.



[Travaux de la première journée du Sommet américano-africain : Le plaidoyer de Benabderrahmane](#)

«L'Algérie est devenue aujourd'hui une véritable destination des investissements grâce aux réformes concrétisées par le gouvernement.» Fort d'une avancée remarquable en matière de cadrage économique, notamment pour l'investissement, l'économie nationale est en phase de donner un nouveau souffle à son déploiement et à son attractivité. Il faut dire que, désormais, les outils et les mécanismes nécessaires ont été mis en place pour passer d'une économie de rente à une gestion de performance et de productivité.



[L'Algérie au cœur des thématiques retenues au Sommet états-Unis-Afrique : Dans les cuisines de la Maison-Blanche](#)

La dernière agitation qui a saisi quelques sénateurs américains qui seraient actionnés par le lobby militaro-industriel n'est en réalité que l'écume des choses. L'administration Biden a de très fortes raisons pour garder l'Algérie dans son giron. Pékin fait ses emplettes chez les Émirats du Golfe et Washington mène une opération de séduction envers le continent africain.



[Le président Tebboune à propos des logements AADL : «Délivrez les actes au plus vite!»](#)

Le président de la République a assuré que l'État apporte son soutien total à ce programme de logement ô combien important pour des millions d'Algériens. La fin du calvaire pour les souscripteurs Aadl. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, vient de leur offrir un beau cadeau de fin d'année. Ils pourront désormais être propriétaires de leurs logements! Mardi dernier, le chef de l'État a inauguré la Foire de la production algérienne.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Benabderrahmane passe en revue les étapes franchies par l'Algérie dans les réformes économiques](#)

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a passé en revue mercredi à Washington, les grandes étapes franchies par l'Algérie dans le domaine des réformes économiques, notamment le financement des infrastructures de base et la transition énergétique.



[Exclusif/ Mauritanie : L'Algerian Union Bank est née](#)

Comme annoncé précédemment par La Patrie News, et faisant suite aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tendant à procéder à l'ouverture de succursales de banques publiques à l'étranger afin de faciliter les transactions financières dans le cadre notamment de l'encouragement à l'exportation des produits algériens, une société financière vient d'être créée cette fois-ci à Nouakchott, la capitale de Mauritanie.



[Entretien – Brahim Guendouzi, économiste : «l'économie de la connaissance, une priorité dans la nouvelle configuration de l'économie algérienne»](#)

La Patrie news : Le Nouveau paradigme économique que l'Algérie met en place accorde un intérêt particulier à la startup. Quel en sera l'apport de ces entités ?

L'économie mondiale fonctionne aujourd'hui suivant un nouveau paradigme basé sur les technologies de l'information et de la communication. La fonction digitalisation est devenue au centre des processus de création de valeur grâce à internet (haut débit), les big data (plateformes internet), la multiplication des appareillages (smartphones, objets connectés, les drones, impression 3D, etc.), la robotique, la sécurité informatique, etc.



[Finance islamique : Plus de 50 milliards DA attirés](#)

Des économistes mettent en avant l'importance de l'épargne pour l'économie, dans la mesure où elle assure la stabilité de l'activité économique, préserve les capitaux et contribue au développement économique du pays.



[Chiffre du jour : 81,4 dollars](#)

Les prix du pétrole étaient en petite hausse hier. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février gagnait 0,90%, à 81,41 dollars.



[Algérie nouvelle : 2019-2022, \(IV\) Production nationale : La renaissance - Salah Bouaichi \(*\) : Les réformes économiques portent leurs fruits](#)

«La production nationale est en pleine renaissance, notamment depuis le début de l'année 2022, où nous enregistrons l'émergence de plusieurs éléments positifs, particulièrement pour ce qui est des financements bancaires et d'autres mesures de facilitation», a affirmé, à El Moudjahid, l'expert en agroéconomie, le professeur Salah Bouaichi, qui s'est appuyé sur la profusion de produits made in Algeria qui se taillent désormais la part du lion dans tous les espaces commerciaux du pays.



Enjeux stratégiques

Le sommet États-Unis/Afrique aborde avec les pays du continent les thèmes de la sécurité, l'économie, la santé ou encore le changement climatique, à un moment où se joue une bataille géopolitique mondiale. L'Afrique en est le cœur. Les dirigeants cherchent à consolider, à renforcer leur coopération sur le continent où le dossier du Sahel reste d'actualité et la situation est incertaine dans d'autres pays.



Locomotive du développement

L'industrie algérienne dispose de forts potentiels de production locale, des produits fabriqués en Algérie qui ont réussi à s'imposer sur le marché local à travers l'ensemble des wilayas. Toutefois, certaines entreprises devront travailler encore davantage pour atteindre la qualité souhaitée conforme aux normes internationales, un critère demeuré longtemps le talon d'Achille de la production nationale.



Loi sur la monnaie et le crédit : Impulser la réforme bancaire et financière

Très attendue par l'ensemble des opérateurs économiques, la loi sur la monnaie et le crédit (LMC), amendée et présentée récemment en réunion du gouvernement, devrait synchroniser le système bancaire et financier avec les mutations que connaît l'économie du pays.



«Elle sera fixée en juin 2023» : Adhésion de l'Algérie au BRICS :

Invitée hier par la Radio algérienne pour s'exprimer sur plusieurs sujets d'actualités qui concernent la politique interne et externe de l'Algérie, l'Envoyée spéciale et la Chargée des grands partenariats internationaux, Leila Zerrougui, est revenue sur la demande de l'Algérie d'adhérer le groupe des BRICS, en déclarant qu'«elle sera fixée en juin 2023, lors du Sommet qui se tiendra en Afrique du Sud».



Commerce extérieur: L'Algérie à la conquête du continent africain

«L'année 2023 sera celle des exportations vers l'Afrique», a déclaré hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3, le directeur du suivi de la promotion des exportations au ministère du Commerce, Salim Reggad.



Du tonus à l'exportation de gaz

L'Algérie a-t-elle trouvé une solution à l'équation complexe entre consommation intérieure de gaz et besoins d'en exporter plus vers l'étranger ? Le problème ne se posait nullement ces dernières années, quand la Russie assurait l'essentiel de la consommation européenne en gaz, à des prix imbattables, mais depuis l'éclatement du conflit en Ukraine et les sanctions décidées contre la Russie, notamment énergétiques, la situation a changé du tout au tout.



Demande d'adhésion de l'Algérie aux Brics : Les critères définis en juin

Après avoir exprimé sa volonté de rejoindre les Brics, et formulé une demande officielle en ce sens, l'Algérie attend que ce groupe définisse les critères d'adhésion, en juin prochain, a fait savoir l'envoyée spéciale chargée des grands partenariats internationaux au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Leïla Zerrougui « Nous attendons que les Brics fixent les critères en juin prochain avec la tenue du sommet en Afrique du Sud », a indiqué Mme Zerrougui, hier, sur la radio nationale.



Adhésion de l'Algérie aux BRICS : les critères seront fixés en juin prochain

L'envoyée spéciale chargée des grands partenariats internationaux au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Leïla Zerrougui, a évoqué une nouvelle fois, ce mercredi, l'adhésion de l'Algérie au groupe Brics, formé par cinq pays : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.



البرلمان يحضّر لمناقشة قانون النقد والقرض: فتح ملف مكاتب الصرف لتطويق سوق "الدوفيز" السوداء

يحضّر أعضاء لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني لإعادة فتح ملف مكاتب الصرف المعتمدة بالجزائر، تزامنا والتحضير لطرح مشروع قانون القرض والنقد الجديد للنقاش، حيث عالج اجتماع مجلس الحكومة قبل أيام مشروعا تمهيدا لقانون يعدّل ويتمّ الأمر رقم 03 - 11 المؤرخ في 26 أوت 2003، والمتعلق بالنقد والقرض، في انتظار إحالته لمجلس الوزراء ثم للبرلمان.



تضمن تعديلات جديدة ترضى أعضاء الهيئة التشريعية: قانون "الحكومة والبرلمان" على طاولة النواب للمرة

الثانية

تستمع، الخميس، لجنة الشؤون القانونية والحريات بالمجلس الشعبي الوطني لعرض ممثل الحكومة حول مشروع القانون الناظم للعلاقة بين الحكومة والبرلمان، وهي الوثيقة التي أدخلت فيها تعديلات جديدة بناء على مطالب النواب، الذين سبق أن دعوا لسحب المشروع من مبنى زيغود يوسف وإعادة النظر فيه.



الوادي: إطلاق البوابة الرقمية للتصريح ودفع الضرائب عن بعد

أطلقت اليوم الأربعاء خدمة البوابة الرقمية للتصريح ودفع الضرائب عن بعد بمراكز الضرائب المتواجدة على مستوى مختلف مناطق ولاية الوادي اليوم الأربعاء بإشراف المديرية العامة للضرائب السيدة أمال عبد اللطيف .

وبالمناسبة أكدت السيدة عبد اللطيف لدى إطلاقها هذه الخدمة في إطار اليوم الثاني والآخر لزيارتها للولاية " أن تعميم هذه البوابة الرقمية على مستوى مراكز الضرائب عبر ولايات الوطن يندرج في إطار استراتيجية السلطات العمومية الرامية إلى عصرنة القطاع بما يسمح بتقديم خدمات في مستوى تطلعات دافعي الضرائب ".

كما أشارت المديرية العامة أيضا لدى إشرافها على افتتاح يوم تكويني إعلامي موجه لفائدة قباضي الضرائب والمكلفين بالضريبة أن هذه الخدمة العصرية ترمي إلى تحقيق تسيير وتحكم آلي وأمن للمنظومة الجبائية. وأضافت ذات المتحدثة أن خطوات عصرنة القطاع باعتماد هذه التقنية العصرية تسمح للمنتسبين من المحاسبين والمتعاملين الإقتصاديين والتجار بتسهيل كافة الإجراءات والتعاملات الإدارية المتوفرة وهو لا يكلف المنتسب سوى التسجيل الإلكتروني بهذه البوابة ليستفيد من جملة الخدمات المقدمة.

وكانت أول بوابة رقمية قد أطلقت في يوليو 2021 على مستوى مركزين للضرائب بولاية وهران لتشمل في إطار خارطة الطريق المسطرة خلال السداسي الثاني من السنة الجارية 208 مركز للضرائب عبر 24 ولاية، على أن تعمم على المدى القريب بباقي ولايات الوطن وذلك تزامنا مع استلام مراكز الضرائب التي توجد قيد الإنجاز، كما جرى شرحه. وتساهم البوابة الرقمية في ضمان دقة عمليات التحصيل والرقابة الدورية من قبل إدارات وموظفي قطاع الضرائب والتحكم في المعلومات الجبائية وهو ما ينعكس إيجابيا على الخدمات التي تقدمها إدارة الضرائب.

ومن جهتهم عبر مشاركون في اليوم التكويني الإعلامي من متعاملين اقتصاديين ومحاسبين وتجار وحرفيين عن "ارتياحهم" من اعتماد هذه التقنية الحديثة بمراكز الضرائب بالولاية، مؤكداً أن هذه الآلية تعتبر إضافة جديدة لتسهيل سير إجراءاتهم الإدارية



الوزير الأول: الجزائر ثالث شريك تجاري لأمريكا

قال الوزير الأول أيمن عبد الرحمان، إن الجزائر هي "الشريك التجاري الثالث للولايات المتحدة الأمريكية في إفريقيا". حيث "بلغ حجم المبادلات التجارية بين البلدين خلال الأشهر التسعة الأولى من السنة الجارية 3.1 مليار دولار أمريكي". "بارتفاع محسوس مقارنة بالسنة الماضية."



بعد تهريبهم هواتف نقالة.. إدارات و أعوان الجمارك أمام العدالة يوم 21 ديسمبر الجاري

ستفتح محكمة الجناح بسيدي امحمد يوم 21 ديسمبر الجاري ملف قضية إدارات. و أعوان الجمارك بعد محاولة إدخالهم 1600 هاتف نقال بطريقة غير قانونية عبر باخرة من ميناء مرسلبا إلى ميناء الجزائر.

PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Jeudi 15 décembre 2022 - Page 2

L'appel du Fonds de garantie

Le Fonds de garantie automobile lance un appel aux automobilistes ayant fait un accident et ne pouvant être indemnisés par leurs assureurs, pour plusieurs raisons.

Il rappelle que sa mission consiste à supporter tout ou une partie des indemnités allouées aux victimes d'accidents corporels causés par des conducteurs non identifiés, déçus de la garantie, insuffisamment couverts ou non assurés, ou tout simplement insolva-



CONFÉRENCE SUR LA NOUVELLE LOI DE L'INVESTISSEMENT

«Pour plus de visibilité et de confiance»

En marge de la Foire de la production algérienne (FPA 2022) placée sous le slogan «Pour une économie forte et attractive», 7 conférences thématiques ont été prévues dans le programme d'animation élaboré par la Safex du 14 au 21 décembre. Il s'agit de «La nouvelle loi de l'investissement», «Le développement du secteur de l'agriculture en Algérie», «Les nouvelles réformes pour augmenter les capacités à l'export», «La nouvelle loi sur les relations de travail», «La gestion des déchets et les services numériques de l'Anem».

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - Pour la journée d'hier mercredi, il a été question de faire la lumière sur certains points positifs de la nouvelle loi sur l'investissement, par un panel composé d'experts, et animé par le directeur général de l'Agence nationale de l'investissement chargé des guichets uniques, Ahmed Berichi, et les interventions des représentants du patronat, de

la DG des impôts ainsi que de la directrice générale de promotion de l'investissement au ministère du Commerce. Des opérateurs économiques de domaines variés sont venus participer aux débats. Les nouveaux textes de la nouvelle loi sur l'investissement ont été au menu. Il a été question de présenter les objectifs et les facilitations apportés par les nouveaux textes pour développer les différents secteurs d'activité, booster l'investissement, «replacer» l'Algérie comme destination phare avec l'attrait de l'investissement étranger et les opportunités à l'export.

«La nouvelle loi permet aux investisseurs d'avoir plus de visibilité et de rendre l'investissement accessible pour tous», a précisé le DG de l'Agence nationale de développement de l'investissement, qui considère que l'agence se présente comme une force de proposition aux pouvoirs publics. «La création de guichet unique présente de nouvelles opportunités à l'international», a-t-il ajouté. Pour Rafik Boussa, représentant de la CAPC, la nouvelle loi sur l'investissement fait appel à toutes les ressources et l'aboutissement des textes constitue une solution à l'économie nationale par l'investissement. «La nouvelle loi permet de placer l'Algérie comme une terre d'accueil pour les

investisseurs étrangers, au vu des avantages qu'elle offre», a-t-il commenté. Il citera à titre d'exemple le coût attractif de l'énergie et les ressources naturelles.

La nouvelle loi sur l'investissement assure le transfert technologique gagnant-gagnant, renforce la compétitivité et les capacités à l'export, a expliqué Rafik Boussa. Mais ce qui est important aussi, selon le même orateur, c'est la liberté d'investissement, la transparence et l'égalité grâce à la mise en place d'une plate-forme numérique. Un point de vue que la représentante du ministère du Commerce et de la Promotion des investissements a partagé, mettant en exergue, à son tour, le rôle de la commission de recours dans l'attrait de l'investissement et la confiance de l'investisseur.

Selon la DG de l'Agence de la promotion de l'investissement, le «socle» du développement économique passe par l'encouragement de la création des PME. «Certaines filières sont ciblées par l'État», dira-t-elle, évoquant les nouvelles technologies, les énergies renouvelables, mais aussi les industries «classiques», citant l'industrie automobile et le développement de cette filière grâce aux nouvelles dispositions contenues dans le cahier des charges.

A. B.

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE AUX BRICS

La réponse attendue le mois de juin 2023

L'Algérie qui a demandé à adhérer au groupe de pays aux économies émergentes BRICS, regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, aura la réponse le mois de juin prochain à l'occasion de la réunion de l'organisation en Afrique du Sud.

Karim Aïmeur - Alger (Le Soir)

- Invitée hier de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio nationale, l'envoyée spéciale chargée des grands partenariats internationaux au ministère des Affaires étrangères, Leïla Zerrougui, a fait savoir qu'Alger attend la définition des critères d'adhésion par les pays membres. «Nous attendons que les BRICS fixent les critères en juin prochain avec la tenue du sommet en Afrique du Sud», a-t-elle annoncé.

La demande de l'Algérie, qui fait partie de trois pays ayant demandé d'intégrer ce groupe, à côté de l'Iran et de l'Argentine, a déjà recueilli les avis favorables de la Russie et de la Chine, deux membres importants de l'organisation et avec lesquels l'Algérie entretient de très bonnes relations.

À l'intérieur du pays, la demande a été saluée par plusieurs partis politiques dont le FFS qui estime que l'intégration de ce groupe est «une perspective historique et stratégique» qui exige la mise en œuvre urgente, concertée et planifiée de profondes réformes politiques et économiques.

Pour les économistes aussi, l'adhésion de l'Algérie au BRICS est une bonne chose, puisqu'elle lui permettra de consolider ses rapports économiques et politiques avec les cinq pays, qui ont atteint déjà un niveau qualitatif appréciable.

«Le fait d'être présente dans ce groupe d'économies nationales ayant obtenu un degré élevé de performance économique, poussera inévitablement l'économie algérienne à adopter les standards en vigueur dans ces pays, afin de parfaire son propre développement face aux mutations qui traversent le monde et particulièrement la région dans laquelle elle évolue», a affirmé l'économiste Brahim Guendouzi dans un entretien accordé récemment au *Soir d'Algérie*.

Après avoir introduit sa demande, Alger doit donc attendre la réponse du BRICS le mois de juin prochain lors du sommet annuel de ce bloc économique qui a décidé, début mai 2022, de lancer un processus d'élargissement à d'autres pays.

Selon Leïla Zerrougui, l'Algérie se redéploie sur la scène internationale grâce à une «stratégie de développement avisée».

«Le monde est aujourd'hui globalisé et aucun pays ne peut se développer, construire sa stabilité et assurer sa sécurité dans la limite de ses propres frontières», a expliqué l'invitée de la Chaîne 3, ajoutant que l'Algérie saisit toutes les opportunités et qu'elle est ouverte à tous ceux qui veulent travailler avec elle, «dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant».

Abordant les avancées réali-



sés dans le positionnement du pays sur le marché africain, elle a évoqué les nombreux projets structurants réalisés avec les pays partenaires notamment en termes de

développement des infrastructures telles que la route et le gazoduc transsahariens, le projet de fibre optique et de chemin de fer qui vont permettre à la fois de désen-

claver la région et d'engager une dynamique de développement économique.

K. A.

SOMMET AMÉRICANO-AFRICAIN

Aïmene Benabderrahmane courtise les investisseurs

● «L'Algérie est devenue aujourd'hui une véritable destination des investissements grâce aux réformes concrétisées par le gouvernement», a indiqué M. Benabderrahmane, en marge de sa participation aux travaux de la première journée du Sommet américano-africain.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé lors d'une rencontre, mardi à Washington, avec des hommes d'affaires américains, que l'Algérie est devenue aujourd'hui «une véritable destination des investissements», réitérant la détermination de l'Etat à «protéger les investisseurs et réunir toutes les conditions pour la réussite des investissements». «L'Algérie est devenue aujourd'hui une véritable destination des investissements grâce aux réformes concrétisées par le gouvernement», a indiqué M. Benabderrahmane, en marge de sa participation aux travaux de la première journée du Sommet américano-africain. Il a, à cet effet, mis en avant le nouveau cadre juridique et organisationnel qui consacre, a-t-il dit, «des principes importants, en particulier la liberté d'investir et accorde à tout un chacun la liberté totale du choix de l'investissement dans le cadre de la transparence et de l'égalité dans le traitement des investissements». Le nouveau cadre juridique crée une Haute commission nationale des recours liés à l'investissement auprès de la présidence de la République, ce qui reflète «la détermination de l'Etat à protéger l'investisseur et à réunir toutes les conditions de réussite de l'investissement», a-t-il poursuivi. A cette occasion, le Premier ministre s'est félicité de cette rencontre «importante» qui témoigne de «la volonté commune des deux parties, algérienne et américaine, de promouvoir le partenariat bilatéral et de développer la coopération dans divers domaines», estimant que ces rencontres «interviennent en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour renforcer les relations et la coopération avec les partenaires de l'Algérie, en particulier les Etats-Unis d'Amérique, avec lesquels l'Algérie partage «une volonté politique commune à exploiter pour revaloriser le contenu économique des relations entre les deux pays», a-t-il dit. L'Algérie «aspire à exploiter toutes les opportunités d'intégration entre les économies des deux pays, à augmenter le volume des investissements sur la base du principe gagnant-gagnant, et à accroître et diversifier les échanges commerciaux», a-t-il souligné. Cette rencontre, ajoute-t-il, intervient dans une conjoncture marquée par «une grande dynamique qui caractérise les relations bilatérales, notamment à travers l'organisation des mécanismes



PHOTO: DR

de coopération bilatérale, en particulier la 7e session du Conseil gouvernemental algéro-américain du commerce et de l'investissement, dont les conclusions et les recommandations importantes doivent être mises en œuvre suivant un calendrier précis».

CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

Et de rappeler que l'Algérie «est le 3e partenaire commercial des Etats-Unis en Afrique, d'autant que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays s'est élevé, au cours des neuf premiers mois de l'année en cours, à 3,1 milliards USD, soit une augmentation significative par rapport à l'année précédente». Concernant l'investissement, le Premier ministre a souligné que la présence américaine sur le marché algérien «demeure en deçà des potentialités des deux pays et des opportunités d'investissement qu'offre le marché algérien». Au cours des vingt dernières années, les investissements américains arrivent en bas du classement en termes de valeur et de nombre de projets et du nombre de postes d'emploi créés, a relevé M. Benabderrahmane. Le Premier ministre a évoqué, à ce titre, les différentes mesures incitatives et avantages qu'offre le climat de l'investissement en Algérie, tels que les coûts réduits de la production et de l'énergie et la main-d'œuvre qualifiée, auxquels

s'ajoutent les infrastructures de base de transport multimodal. M. Benabderrahmane a mis en avant «l'intérêt majeur qu'accorde l'Algérie pour réaliser l'intégration régionale» et encourager les investissements contribuant à la diversification de l'économie nationale et des exportations hors hydrocarbures». Le Premier ministre a affirmé que «plusieurs opportunités peuvent être exploitées dans ce secteur à travers la création de PME, de micro-entreprises et de start-up, outre le domaine de l'industrie automobile dans lequel l'Algérie projette d'asseoir une véritable industrie en tenant compte des conditions de sa réussite, dont le taux d'intégration, le transfert de technologies et le développement de la sous-traitance». Et de rappeler l'intérêt particulier qu'accorde l'Algérie aux secteurs de l'habitat, du tourisme, de l'industrie pharmaceutique, de la pêche et de l'aquaculture. Au terme de son allocution, le Premier ministre s'est dit convaincu que «des contacts établis entre les hommes d'affaires des deux pays et les opérateurs économiques algériens et américains et l'appui des gouvernements des deux pays sont à même de réaliser un véritable bond qualitatif auquel nous aspirons en vue de promouvoir le partenariat entre l'Algérie et les Etats-Unis».

CRÉDIBILITÉ DANS LES TRANSACTIONS

Numériser la profession notariale

La numérisation de la profession de notariat pour davantage de transparence et de crédibilité des transactions, au service de l'économie nationale, a été recommandée mardi au terme d'un séminaire national sur «la profession de notariat comme mécanisme pour la consolidation du Trésor public et la relance de l'économie nationale». Cette numérisation figure parmi les solutions-clés à mettre en œuvre pour permettre davantage de transparence des actes notariés conclus dans le cadre des transactions foncières commerciales, entre autres, générant des ressources financières considérables au Trésor public, a souligné le président de la Chambre nationale des notaires, Ramdane Boukoufa. Mettant en avant les prérogatives octroyées par l'Etat aux notaires pour notamment le recouvrement des impôts directes et indirectes, le même responsable a plaidé également pour la mise en place d'un «outil pré et post-contrôle» pour lutter contre la fraude fiscale et les fausses déclarations. Il s'agit là, a ajouté le même responsable, d'un mécanisme devant permettre de protéger le Trésor public et, par ricochet, optimiser la cadence de l'investissement et de l'économie au service du développement national. Estimant que l'acte notarié était le meilleur moyen garan-

tissant «la sécurité et la paix civile», le président de la Chambre nationale des notaires a mis l'accent aussi sur l'importance de cet acte dans le développement économique du pays, car accompagnant et encadrant toutes les phases de conclusion des transactions effectuées dans ce cadre. Pour sa part, la présidente du séminaire, docteur Sawssane Bousbiât, également enseignante à la faculté de droit à l'université Constantine-1, a indiqué que l'organisation de cette rencontre nationale, première du genre dans cette université, s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale portant ouverture de l'université sur l'environnement socioprofessionnel. Elle a, dans ce cadre, indiqué qu'il s'agit là d'une opportunité de formation au profit des étudiants et diplômés pour consolider leurs connaissances et développer des réflexions autour de ce thème «important», car en rapport avec le développement économique du pays. Ont pris part à ce séminaire, organisé par l'université les Frères Mentouri Constantine-1, en collaboration avec la Chambre nationale des notaires, des représentants du Conseil supérieur du notariat, des enseignants de droit venus de plusieurs universités du pays et des étudiants.

EXPORTATION DE GAZ

L'Algérie a les capacités d'honorer ses engagements, *selon les experts*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE plaide pour l'accroissement de la production nationale en gaz naturel pour arriver à 100 milliards de mètres cubes, dont une partie sera destinée à l'exportation.

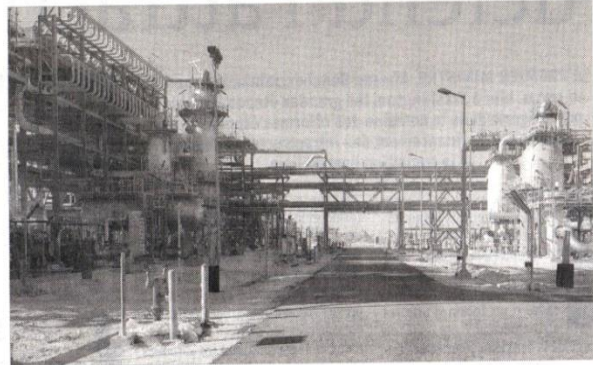
C'est ce qu'a indiqué le chef de l'État, mardi dernier, lors de sa visite au stand de Sonatrach lors de l'inauguration de la Foire de la production algérienne. Cette ambition pourrait ainsi se traduire par une augmentation de 50 milliards de mètres cubes de gaz à moyen terme, soit la même quantité consommée par le marché interne. «Cela est très réalisable», assure Ali Kefaïfi, expert et consultant en stratégie économique et pétrolière. Pour lui, «l'Algérie a le potentiel pour réaliser cet objectif à court, à moyen (2035) et à long terme (2050). Elle a tout pour réussir aisément l'augmentation de sa production de gaz naturel».

Il suffit, dit-il, «de veiller à rationaliser le fonctionnement des administrations publiques, afin d'améliorer leur efficacité et éliminer la bureaucratie qui demeure une véritable plaie». Il explique qu'«en matière de potentiel de production de gaz conventionnel, l'Algérie dispose de réserves substantielles, soit 4.504 milliards de mètres cubes, contre 47.759 milliards (Russie), 33.988 milliards (Iran) et 23.831 milliards (Qatar)». «Nous avons d'autres capacités sous-exploitées qui pourraient contribuer à augmenter nos capacités d'exportation», renchérit-il. Il fait aussi remarquer que «le pays possède plusieurs gazoducs d'une capacité de 44,5 milliards de mètres cubes, quatre usines de liquéfaction

et une demi-douzaine de méthaniers». Cependant, relève-t-il, «les quantités de gaz commercialisées représentent 50% pour l'Algérie, contre 96,3% pour la Russie et 97% pour le Qatar». Un retard qui serait injustifié, estime Kefaïfi qui rappelle que «l'Algérie avait inauguré, en 1963, la 1^{re} usine de GNL au monde avant qu'elle ne soit distancée par le Qatar qui exporte aujourd'hui 120 milliards de mètres cubes, alors que l'Algérie ne dépasse pas les 40 milliards». «En richesses minières, gazières ou pétrolières, nous avons un grand potentiel peu exploité, faute de ressources humaines formées», constate toutefois l'expert. Ce dernier cite l'exemple du secteur de la pétrochimie qui, proclame-t-il, «peut créer plus de 50 entreprises et générer 50 milliards de dollars en exportation d'ici à 2030 si celui-ci venait à être pris en charge».

«OPTER POUR LES ÉNERGIES RENOUELVABLES»

Tewfik Hasni, expert en transition énergétique et ex-cadre de Sonatrach, rappelle, de son côté, la déclaration du ministre de l'Énergie et des Mines qui avait souligné, lors de sa participation à la 8^e édition du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée (Rome-Med) qu'«il existe un programme d'investissement très ambitieux dans le domaine des hydrocarbures estimé à plus de 40 milliards de dollars». Mohamed Arkab avait aussi précisé que «ceci nous permettra de maintenir un niveau de production de 110 milliards de mètres cubes par



an de gaz naturel, dont plus de 50% sont destinés à l'exportation». Selon Hasni, «les réserves sur lesquelles on pouvait compter étaient étroitement liées à l'exploitation du gaz de schiste. Or, il s'est avéré que du point de vue économique, environnemental et du respect de nos engagements pris à la COP21 sur la réduction des gaz à effet de serre, il est impossible de satisfaire la demande d'exportation en gaz naturel». Ce n'est pas en exploitant, poursuit-il, «le gaz de schiste avec les techniques actuelles qu'on pourrait atteindre les objectifs escomptés, sachant que cette industrie qui a des passifs environnementaux assez conséquents a été un échec, y compris aux États-Unis». La meilleure solution, préconise-t-il, est d'«arrêter le gaspillage du gaz exploité dans la génération électrique et

opter pour les énergies renouvelables. «On pourra, dès lors, récupérer près de 30 milliards de mètres cubes de gaz et l'exporter d'ici à 2050», soutient-il. Selon les prévisions de cet expert, «la transition énergétique déjà engagée en Europe devrait, de toutes les manières, réduire la consommation en pétrole et en gaz».

«Outre son impact sur l'environnement, les considérations politiques pourraient contribuer à mettre fin à toutes les énergies fossiles», assène-t-il. L'Europe est en train d'accélérer sa transition énergétique et discute d'ores et déjà de la mise en place d'un pipeline d'hydrogène qui va devenir le concurrent du gaz. C'est pourquoi il estime «illusoire de s'engager sur un marché gazier qui devient utopique».

■ Assia Boucetta

الوزير الأول يؤكد في كلمته خلال القمة الإفريقية- الأمريكية شراكة رابحة بين الجزائر وواشنطن

في إطار سياسة انفتاح الجزائر على عدة محاور اقتصادية، شجع الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، خلال أشغال القمة الإفريقية- الأمريكية المنعقدة بواشنطن، رجال أعمال أمريكيين، على الاستثمار في الجزائر. وحرص الوزير خلال لقاءاته مع المتعاملين الاقتصاديين وأعضاء في الكونغرس، على إبراز جاذبية الاستثمار ومناخ الأعمال الجديد وكذا المزايا والتحفيزات التي يتيحها.

اقتصادي البلدين ورفع حجم الاستثمار على أساس مبدأ رابح - رابح وزيادة قيمة التبادلات التجارية وتنويعها". وذكر بأن الجزائري "الشريك التجاري الثالث للولايات المتحدة الأمريكية في إفريقيا، حيث بلغ حجم المبادلات التجارية بين البلدين خلال الأشهر التسعة الأولى من السنة الجارية 3.1 مليار دولار أمريكي، بارتفاع محسوس مقارنة بالسنة الماضية".

وتطرق إلى مختلف التحفيزات والمزايا التي يوفرها مناخ الاستثمار في الجزائر، على غرار انخفاض تكلفة عوامل الإنتاج والطلاقة واليد العاملة المؤهلة وكذا البنى التحتية الهامة للنقل عبر مختلف الوسائل، كما نوه بالأهمية الكبيرة التي توليها الجزائر لتحقيق الاندماج الإقليمي وتشجيعها لكل الاستثمارات التي تساهم في تحقيق هدفها المتمثل في تنويع الاقتصاد الوطني والصادرات خارج المحروقات. وأبرز الوزير الأول المكانة المرموقة التي تتبوؤها الجزائر حاليا في تحقيق الأمن الطاقوي لأوروبا ودعمها للاستثمارات الواعدة في إفريقيا باعتبارها البوابة الكبيرة لها أمام الأسواق العالمية.



الوزير الأول يشجع رجال أعمال أمريكيين على الاستثمار في الجزائر

"مبادئ هامة وبالأخص حرية الاستثمار وبتيح للجميع، دون استثناء، كامل الحرية في اختيار الاستثمار، مع إرساء الشفافية والمساواة في التعامل مع الاستثمارات".

وبذات المناسبة، نوه الوزير الأول بهذا اللقاء الهام الذي يدل على الإرادة المشتركة بين الجانبين الجزائري والأمريكي في الارتقاء بالشراكة الثنائية وتطوير التعاون في شتى المجالات". وأكد بن عبد الرحمان تطلع الجزائر إلى "استغلال كافة فرص التكامل بين

والتشاور بين البلدين. وأكد الوزير الأول في لقاء عقده خلال أشغال اليوم الأول للقمة، مع رجال أعمال أمريكيين، أن الجزائر أصبحت حاليا وجهة استثمارية حقيقية، مجددا عزم الدولة على حماية المستثمرين وتوفير كافة الظروف لنجاح الاستثمار.

وقال بن عبد الرحمان، إن الجزائر "أصبحت حاليا وجهة استثمارية حقيقية بفضل الإصلاحات التي جسدها الحكومة". ميرزا الإطار القانوني والتنظيمي الجديد الذي يرسخ

نسرين ج

● على هامش مشاركته في القمة ممثلا لرئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، استقبل بن عبد الرحمان، الرئيس التنفيذي للاستراتيجية في شركة "هيكابت إنرجي"، ديفيد ويلهام، حيث تطرق معه إلى "الإمكانات الهائلة" التي تتمتع بها الجزائر في حقل الطاقات المتجددة وخطط الحكومة لتطويرها خلال السنوات المقبلة، مع الاستفادة من خبرة وتجربة الشركات الأمريكية وتقنياتها الجديدة في هذا المجال.

كما استقبل الوزير الأول، رئيس فرع الاستكشاف والإنتاج بشركة شيفرون للشرق الأوسط وشمال إفريقيا وجنوب أمريكا، كلاي نف، حيث تم استعراض مشاريع التعاون بين البلدين في مجال الطاقة ونماذج الشراكة والاستثمار التي يتطلع الطرفان إلى تجسيدها.

وفي ذات السياق، استقبل بن عبد الرحمان، عضو الكونغرس الأمريكي، تروي نهلسن، حيث سمح اللقاء بالتطرق إلى العلاقات الجزائرية - الأمريكية وسبل تعزيزها في شتى المجالات الاقتصادية، لاسيما من خلال تكثيف التنسيق

قال إن الرئاسة والحكومة ستدافعان عن البرنامج .. رئيس الجمهورية: تسليم فوري للعقود الخاصة بسكنات "عدل"



أمر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، بتسريع تسليم العقود الخاصة بسكنات البيع بالإيجار "عدل"، بقناعة أنه "من يدفع ثمن سكنه يجب أن يستلم عقد ملكيته"، معتبرا أن صيغة "عدل" دخلت ضمن تقاليد المجتمع بصفتها "شبه اجتماعية"، ما يدعو إلى عدم التخلي عنها.

ملكية خ

سأل رئيس الجمهورية، خلال توقفه، أول أمس، بجنح وزارة السكن والعمران والمدينة، بمعرض الانتاج الجزائري، وزير السكن والعمران والمدينة محمد طارق بلعربي، عن وضعية عقود ملكية السكنات، حيث رد هذا الأخير، بأن نسبة تسليم عقود السكنات على المستوى الوطني، بلغت من 60 إلى 70 من المائة، خاصة فيما يخص سكنات الترقوي العمومي "أل.

والمرتبطة بالخصوص بالنزاعات العائلية.

وكانت المديرية العامة لفرع "عدل" للتسيير العقاري "جيس تيمو" قد أنهت كل المواطنين المستفيدين من سكنات "عدل" مؤخرا بالشروع في تسليم عقود السكنات للمكاتبين الراغبين في دفع ما تبقى من مبلغ شققهم الأجمالي، إذ يتعلق الأمر ببرنامج 55 ألف مسكن عبر كامل التراب الوطني. ونشرت وكالة "جيس تيمو" عبر حسابها الرسمي على "فيسبوك" بيانا، دعت من خلاله الراغبين في دفع ما تبقى من مبلغ شققهم والحصول على عقد سكناتهم، بالتقرب من مكتب التسيير المتواجد على مستوى حي عدل.

ومع استلام الشقة يكون المكتب قد دفع ما قيمته 25 من المائة في القيمة الإجمالية للشقة والمقدرة بـ 210 مليون سنتيم بالنسبة للشقة من 3 غرف، بينما يدفع صاحب 4 غرف 270 مليون سنتيم، كما قررت الحكومة تخفيض 10٪ من سعر الشقة للراغبين في الدفع المسبق لقيمة السكن.

ويندرج المسعى في إطار تسهيل الحصول على عقود السكنات، والمساهمة في إنهاء معاناة المكاتبين، الذين يسعون إلى دفع تكلفة مساكنهم من أجل الحصول على ملكيتها والتخلص من الأعباء الشهرية التي يدفعونها.

بي. بي" والتي تسير بشكل متسارع، حيث يسلم عقد الملكية والدفتر العقاري لكل من دفع مستحقات السكن كاملة.

وشدد الرئيس تبون، على أن الدولة يجب أن تضرب المثل في تطبيق القوانين واحترامها، حيث أمر بتسريع عملية تسليم عقود الملكية لكل من يدفع تكلفة مسكنه كاملة، تفاديا للنزاعات العائلية. وقال في هذا الصدد "يكون الشخص مقيما بالسكن وتحدث مشاكل عائلية وفي حالة الوفاة تخلق نزاعات حول الميراث - فكل من يدفع التكلفة يأخذ عقد الملكية ويفعل ما يريده بالسكن، هو حر".

وأضاف رئيس الجمهورية، في نفس السياق أن "برنامج عدل، حاربوه كثيرا ولن ندخل في التفاصيل"، مشددا على أن "الرئاسة والحكومة ستقفان وتدافعان عن هذا البرنامج ولا يوجد مشاكل"، في حين أوصى في المقابل بتحويل وكالة عدل إلى بنك السكن الذي تم تجديده مؤخرا، بدلا من القرض الشعبي الجزائري، كون صيغة "عدل" شبه اجتماعية والمكاتبون يستدرون ثمنها.

يذكر أن مسألة تسليم العقود الخاصة بسكنات البيع بالإيجار كانت من بين الأهداف التي وضعها رئيس الجمهورية عندما كان وزيرا للسكن، في سياق تفادي المشاكل المنجزة عن تحديد الأجال المحددة لذلك



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger